26E031F

Communiqué de presse en front commun syndical

Bruxelles, le 21 octobre 2026

Nous ne subirons pas l'avenir, nous le construisons ensemble. Rendez-vous le 23 novembre à Bruxelles.

La CSC, la FGTB et SYNOVA appellent à une grande mobilisation citoyenne dans les rues de Bruxelles le 23 novembre.

Cette mobilisation se veut porteuse d'un message positif pour celles et ceux qui créent du lien, défendent les droits et font vivre notre démocratie. Elle doit rassembler bien au-delà des syndicats : mutualités, associations de lutte contre la pauvreté, organisations de jeunesse, mouvements environnementaux, acteurs culturels, organisations féministes, étudiants, pensionnés et citoyens engagés.

Partout dans le pays, les ménages peinent à boucler leurs fins de mois. Carburants, énergie, loyers, transports en commun, santé, frais scolaires ou alimentation : les dépenses indispensables ne cessent d'augmenter. Alors que le gouvernement avait promis de soutenir les travailleurs face à des difficultés économiques, force est de constater que ces engagements ne se traduisent pas dans la réalité. Chaque mois qui passe rend les fins de mois plus difficiles pour un nombre croissant de familles.

Cette situation nourrit l'inquiétude et l'incertitude. Comment envisager sereinement l'avenir lorsque le salaire ne permet plus de faire face aux dépenses essentielles ? Comment croire aux promesses de soutien lorsque les factures s'alourdissent, que les prix continuent de grimper et que les difficultés quotidiennes s'accumulent ?

Ces préoccupations méritent des réponses politique à la hauteur des enjeux. Les organisations syndicales refusent que l'ajustement des finances publiques se fasse une fois de plus sur le dos des travailleurs, des allocataire sociaux et des services publics.

Des alternatives existent. Nous avons proposé un budget alternatif de 21 milliards d'euros pour arriver à l'équilibre budgétaire tout en renforçant la justice fiscale, en luttant contre la fraude et en faisant contribuer équitablement les revenus du capital.

Dans le même temps, la sécurité qu'offrait autrefois un emploi stable est de plus en plus remise en cause. Les restructurations, comme celles annoncées chez GSK, rappellent que personne n'est totalement à l'abri. L'essor de l'intelligence artificielle peut être source d'opportunité mais elle renforce également les inquiétudes quant à l'avenir de nombreux métiers.

Les défis sont réels, qu'il s'agisse de préserver l'emploi industriel, d'accompagner les transitions, justes, technologiques et climatiques ou de renforcer la compétitivité de notre économie. Mais ces défis ne seront pas relevés par l'affaiblissement de la protection sociale ou par une dégradation du niveau de vie des travailleurs. Au contraire, la Belgique a besoin d'investissement dans l'emploi de qualité, la formation, l'innovation et les services publics.

Mais les inquiétudes de la population dépassent la question des salaires et de l'emploi. C'est notre modèle de société qui est sous pression : notre sécurité sociale, nos pensions, nos services publics, notre enseignement, notre culture, notre environnement et nos perspectives.

Les jeunes s'interrogent, eux aussi, sur leur avenir et sur les perspectives qui s'offrent à eux. Accès à un emploi de qualité, pouvoir d'achat, logement, formation : leurs préoccupations méritent des réponses concrètes. Car les choix que nous faisons aujourd'hui détermineront les opportunités, les droits et les conditions de vie des générations futures.

Cette manifestation est donc plus qu'une simple expression de notre inquiétude. C'est un appel positif à investir ensemble dans des emplois de qualité, des salaires décents, des services publics robustes, un enseignement émancipateur et une économie qui aide les citoyens et citoyennes à se projeter dans l'avenir.

Nous refusons une Belgique où la solidarité devient un luxe, où les droits sociaux sont considérés comme des dépenses excessives et où l'avenir de nos enfants se résume à une ligne dans un tableau budgétaire.

Le gouvernement doit entendre l'appel de larges secteurs de la société, oeuvrer, en collaboration avec les interlocuteurs sociaux, à des avancées concrètes et à tenir compte nos revendications dans l'élaboration de son budget.